

J'espère que le ministre s'est opposé à cette politique et qu'il a formulé ses objections au sein du cabinet. J'aurais encore beaucoup plus de respect pour lui s'il s'y opposait, non seulement au sein, mais encore à l'extérieur du cabinet, même si cela voulait dire, que pour demeurer fidèle à ses principes aux convenances et au mandat que lui a confié la nation canadienne, il devait démissionner, afin de faire valoir son point de vue. C'est là, à mon avis, le seul choix qui lui reste. Je suppose qu'il ne l'a pas fait, bien que je ne puisse imaginer que le ministre de l'Expansion économique et régionale (M. Marchand), soit d'accord avec la politique gouvernementale dont l'objectif, aux dires du premier ministre, était un niveau de chômage de 6 p. 100, situation que le gouvernement serait prêt à accepter. Si le ministre n'était pas d'accord avec cette politique et s'il entrevoyait les dangers qu'une telle mesure représenterait pour sa politique, ses programmes et ses objectifs, alors, à mon avis, il arrive un moment où une question aussi fondamentale pèse lourdement sur la conscience des gens qui ont pour rôle d'élaborer les politiques dans notre pays. A mon avis, le problème fondamental qui grève le ministère et son programme, est l'absence de toute stratégie, de toute planification. C'est là un exemple d'une longue suite de mesures improvisées, qui n'ont pas réussi par le passé et qui sont vouées à l'échec.

Je dirai ce qui suit afin d'indiquer le contexte dans lequel je réfléchis au problème des inégalités régionales. Dans une fédération comme le Canada, une des principales fonctions du gouvernement central est d'élaborer des plans, des politiques et des programmes tendant à égaliser les possibilités d'emploi et les conditions de subsistance pour tous les Canadiens où qu'ils vivent. Une des principales fonctions du gouvernement actuel est de s'assurer que les gens des provinces atlantiques, les Indiens et les Esquimaux dans leurs communautés, les gens de la Gaspésie et des autres régions du Québec, ceux du nord de l'Ontario et, en fait, les gens de toutes les régions du Canada, aient sinon des occasions tout à fait identiques,—ce n'est peut-être pas possible—des conditions de subsistance identiques,—cela non plus n'est peut-être pas possible,—mais au moins une base réellement humaine, afin de combler le plus possible l'écart entre les régions pauvres et les régions riches, entre les classes pauvres et celles qui sont bien nanties. Voilà l'objectif que devrait se fixer toute société honnête, juste, stimulante, généreuse, et toutes les épithètes que les libéraux et les conservateurs ont fait miroiter aux yeux des Canadiens. C'est assurément le principal objectif que devrait se fixer le gouvernement central.

C'est dans un accès d'intérêt passager, qu'il n'a pas éprouvé depuis, que le premier ministre a fait son unique promesse précise à l'occasion des élections fédérales de 1968. Cet accès d'intérêt ne s'est jamais reproduit depuis. Cette promesse était qu'il ferait quelque chose au sujet des inégalités régionales. Je crois qu'il a utilisé une expression plus recherchée. Il allait offrir à tous les Canadiens les mêmes possibilités dans la société juste qu'il allait commencer à édifier. C'est la seule sinon la principale promesse précise faite par le premier ministre pendant la campagne électorale de 1968. Je dois dire avec tristesse qu'aucun progrès n'a été réalisé. Au contraire, au lieu de progrès nous avons été témoins d'un gaspillage d'argent, d'un manque de planification et d'une absence totale de stratégie industrielle ou économique.

[M. Lewis.]

• (1210)

Dans un discours qu'il prononçait à Ottawa l'autre jour, le professeur McAllister de l'Université Dalhousie—et il paraît que le ministère de l'Expansion économique régionale a parfois recours aux services du professeur McAllister en raison de sa compétence et de sa connaissance de la région—a énoncé cet euphémisme typique des professeurs:

A l'heure actuelle, les miettes ou les morceaux de stratégie régionale qu'on peut rassembler ont une saveur incomplète et peu convaincante.

Seul un professeur pouvait dire les choses si gentiment. Ce qu'il voulait dire, à mon avis, monsieur l'Orateur, c'est que les stratégies régionales ne consistent que de miettes et de morceaux et n'ont aucune unité. C'est exactement ce qu'il en est à l'heure actuelle. Nous avons eu des régions désignées, puis des régions spéciales, puis d'autres régions, si bien que le ministère a maintenant des régions d'une catégorie ou d'une autre qui rassemblent plus de 50 p. 100 de la population du Canada. On a mis dans le même sac Montréal, une bonne partie du Québec en plus des provinces de l'Atlantique, et d'autres parties des autres provinces. Le résultat, bien sûr, c'est que la situation n'a aucun sens. Le principe des centres de croissance a disparu; le principe des régions désignées a disparu. On a un pot-pourri de toutes sortes de catégories de régions spéciales et désignées auxquelles on accorde une certaine attention ici ou là, et il ne se fait rien d'utile.

L'autre jour, le ministre de l'Expansion économique régionale nous a dit—je ne me souviens plus exactement quand, mais c'était très récemment—que le programme de stimulation avait permis de créer 50,000 emplois. Dans le discours qu'il a fait au moment du débat sur le discours du trône, le premier ministre a dit que le ministère avait dépensé 907 millions de dollars au cours de ses trois années d'existence, et qu'on avait créé 50,000 emplois. Je ne dis pas que les 50,000 emplois se rattachent aux 907 millions, ils se relient à beaucoup moins, mais en réalité le ministère a dépensé plus de 900 millions durant ses trois années d'existence. Le ministre affirme que 50,000 emplois ont été créés. Peut-il nous indiquer le nombre réel d'emplois créés? Peut-il nous donner le nombre d'emplois réels qui existent? Le nombre d'emplois perdus par suite de ses programmes, a-t-il été réduit à 20,000 ou 15,000 ou 10,000 ou 30,000? Il l'a été considérablement.

**L'hon. M. Marchand:** Seulement deux emplois.

**M. Lewis:** En l'absence de stratégie ou de plan, le ministère du ministre n'a réussi qu'à permettre à la société Duplate de déplacer ses installations d'Oshawa à Hawkesbury. Ce qui fait, qu'il y a à Hawkesbury une installation plus moderne qui emploie moins de personnel, et l'usine d'Oshawa, qui employait plus de personnel que celle d'Hawkesbury, a été fermée. La même chose s'est produite dans le cas d'Aerovox, qui a quitté Hamilton pour s'établir à Amherst, en Nouvelle-Écosse, et dans le cas de Union Carbide, une usine a été transférée de Welland, en Ontario, à Beauharnois, au Québec. Puis il y a la société Findlay de Carleton Place qui fermait son usine tout récemment et dont la société-mère, Bélanger Limitée a reçu en 1970 une subvention de plus de \$200,000 du ministère de l'Expansion, ou du moins on la lui a offerte.